



**Les Amis
de la Terre**

Position des Amis de la Terre sur les agrocarburants

Septembre 2008

Les agrocarburants – terme que nous préférons à celui de biocarburant pour ne pas créer de confusion avec les produits issus de l'agriculture biologique – sont présentés par leurs promoteurs comme une solution au double défi de la lutte contre le réchauffement climatique et de la sécurité énergétique (pénurie de pétrole bon marché). Pour les Amis de la Terre, le développement massif des agrocarburants est inacceptable car il menace la sécurité alimentaire des populations les plus pauvres et détruit de nombreux écosystèmes. L'absence de volonté politique pour remettre en cause notre surconsommation de carburant montre que les agrocarburants ne sont qu'un paravent qui exacerbe les inégalités actuelles et le contrôle des multinationales sur les ressources naturelles. Nous réaffirmons la vocation alimentaire de l'agriculture et l'urgence à réduire drastiquement la consommation de carburant comme seule solution pour aller vers des sociétés soutenables.

1. Les enjeux

Les agrocarburants ont un coût environnemental et social exorbitant

Pour répondre à une demande mondiale croissante en carburant, le développement des agrocarburants exacerbe les conséquences déjà dramatiques d'un modèle d'agriculture industrielle extrêmement prédateur :

- nouvelles menaces sur la sécurité alimentaire en détournant des terres cultivables et des ressources en eau, qui pourraient nourrir les populations locales. L'explosion de la demande mondiale en agrocarburants est une des causes de la flambée des prix des matières agricoles (céréales, maïs, huile de palme,...) pénalisant les populations les plus pauvres au Sud comme au Nord ;
- expulsion des communautés de leurs terres, sous prétexte qu'il s'agit de terres « abandonnées », « dégradées », « inoccupées » quand leurs droits fonciers n'ont pas été reconnus. De nombreuses personnes vont se trouver dans une position de « réfugiés énergétiques » comme en Inde où la culture du jatropha sur des terres prétendues « inoccupées » par le gouvernement a entraîné l'expulsion de plus d'un million de paysans au profit de multinationales ;
- dégradation et destruction massive et accrue de nombreux écosystèmes comme les forêts qui procurent aux communautés de nombreux services (alimentation, médecine, eau potable, régulation du micro-climat).

Les agrocarburants sont un moyen pour les multinationales d'étendre leur contrôle sur l'agriculture et l'économie mondiale

Les principaux bénéficiaires du développement des agrocarburants ne sont pas les paysans mais les multinationales (semences, pesticides, négoce), les grands propriétaires fonciers et les acteurs financiers. (voir la position agriculture).

La production d'agrocarburants entraîne l'émission d'importantes quantités de gaz à effet de serre

Si la quantité de carbone relâchée lors de la combustion d'un agrocarburant est équivalente à celle qui est stockée lors de la croissance de la plante, la production d'agrocarburants entraîne de nombreuses autres émissions de gaz à effet de serre qu'il faut prendre en compte :

- les émissions liées au changement d'affectation des sols, comme la déforestation ou la conversion de prairies et de pâturages (qui stockent d'importantes quantités de carbone) en champs d'agrocarburants. En Indonésie, la culture du palmier à huile à la place des forêts sur sols tourbeux entraîne le relargage dans l'atmosphère de gigantesques quantités de carbone et de méthane
- les émissions de protoxyde d'azote, un gaz à effet de serre 300 fois plus puissant que le CO₂, liées à la dégradation des engrais azotés ;
- les émissions liées à leur récolte (engins agricoles), à leur fabrication (raffinage) et enfin à leur transport jusqu'au lieu de consommation.

Les agrocarburants ne réduisent pas les consommations de carburants fossiles

Les objectifs d'incorporation qui sont proposés par la Commission Européenne ou par la France ne sont couplés à aucun objectif de réduction de la consommation. Dans un contexte où la consommation de carburants est croissante, cet objectif ne règle donc en rien notre dépendance aux carburants fossiles. Entre aujourd'hui et 2020, plusieurs scénarios de l'Union européenne montrent que la consommation européenne de carburants d'origine fossile devrait croître en Europe même avec incorporation de 10% d'agrocarburants.

Les certifications ne font que verdir une production insoutenable

Pour limiter les impacts environnementaux et sociaux des agrocarburants, les promoteurs des agrocarburants proposent de mettre en place des normes de production dont le respect, contrôlé par un organisme de certification, permettrait d'accéder aux marchés « éco-sensibles ». Cette proposition est très insuffisante :

- elle ne s'attaque pas au problème de fond qui est l'incitation à planter massivement des agrocarburants dans les pays du Sud. Une certification est un outil de marché qui agit sur l'offre sans remettre en cause le problème d'une demande excessive ;
- la définition de ces normes est le reflet d'un consensus : plus la pression du marché est forte, plus le consensus est tiré vers le bas pour pouvoir répondre aux besoins. Ainsi les normes encadrant la production d'huile de palme dite « durable » n'excluent pas les plantations cultivées à la place de forêts secondaires, à la place de forêts sur sols tourbeux ou qui utilisent du paraquat, un pesticide mortel interdit en France ;
- une certification n'a d'intérêt que pour les marchés éco-sensibles. Le risque est de segmenter le marché en orientant les agrocarburants certifiés vers les marchés éco-sensibles et le reste vers des pays moins exigeants.

Un moratoire sur les importations d'agrocarburants n'est pas non plus une solution car il existe des effets de substitution. Ainsi, l'huile de colza utilisée pour la fabrication d'agrocarburant en France a vu son prix s'envoler et est quasiment en rupture de stock. En substitution, l'industrie agro-alimentaire a augmenté les importations d'huile de palme indonésienne.

2. Ce que veulent les Amis de la Terre

Réaffirmer la vocation alimentaire de l'agriculture

Les Amis de la Terre constatent que le développement massif des agrocarburants menace la sécurité alimentaire des populations les plus pauvres, en particulier dans les pays du Sud. Les terres fertiles doivent avoir vocation à produire en priorité une nourriture en qualité et en quantité suffisante pour nourrir les humains localement (pour plus de précision, voir la position des Amis de la Terre sur l'agriculture).

Réduire radicalement notre consommation de carburants

Tant que nous n'aurons pas transformé notre société pour consommer moins de carburant, il est illusoire de vouloir trouver une alternative au pétrole qui soit écologiquement et socialement soutenable. Les Amis de la Terre soutiennent donc en priorité des politiques permettant une transition vers des sociétés plus sobres en énergie, en particulier dans le domaine des transports. Elles impliquent une remise en cause des modes de production et de consommation. Les Amis de la Terre promeuvent un mode de vie relocalisé, des transports en commun, un urbanisme au service des transports doux (vélo, marche à pied), des services de proximité. Ce n'est que dans un tel cadre qu'on pourrait envisager une utilisation des agrocarburants limitée aux seuls usages des agriculteurs pour renforcer leur autonomie énergétique, en filières courtes au Nord comme au Sud ou bien la production de méthane par des collectivités locales en montant des filières de valorisation des déchets organiques ou agricoles.

Réorienter les politiques publiques

En conséquence, les Amis de la Terre s'opposent :

- à tout objectif d'incorporation d'agrocarburant tant que le problème de la surconsommation de carburant n'aura pas été réglé;
- à des modalités d'accompagnement de l'objectif européen de type normes ou certification, qui ne permettent pas de répondre au problème clé de la surconsommation ;
- aux subventions sous toutes leurs formes et aux investissements dans les agrocarburants développés à grande échelle.

Les Amis de la Terre demandent au gouvernement français et à l'Union Européenne de réorienter radicalement leurs politiques pour faciliter la transition vers une société qui consomme moins de carburants. Il s'agit de la stratégie la plus efficace, la plus juste socialement et la moins coûteuse pour faire face à la flambée des prix du pétrole et à sa pénurie progressive.

3. Ce que font les Amis de la Terre pour y parvenir

Les moyens d'action des Amis de la Terre sont à la fois :

- la participation à des collectifs de mouvements paysans, d'ONG, etc, en faveur de la souveraineté alimentaire, d'une agriculture nourricière locale de qualité et le droit de tous à une alimentation saine, nourrissante et adaptée culturellement ;
- la recherche, la diffusion de rapports, le plaidoyer en France et en Europe pour orienter les politiques publiques et peser sur la réglementation ;
- l'organisation de campagnes de sensibilisation pour informer les citoyens afin qu'ils interpellent les décideurs
- la formation et l'animation de réseau.

Note : Voir aussi la position des Amis de la Terre sur l'agriculture.